

Le Conseil d'Administration de l'Établissement public foncier de Normandie s'est réuni le 28 novembre 2025, sous la présidence de M. Alexandre RASSAERT, Président du Conseil d'Administration de l'E.P.F. Normandie, en présence de M. Philippe LERAÎTRE, Secrétaire Général pour les Affaires Régionales représentant M. le Préfet de la Région Normandie, de M. Laurent DEGEZ, Contrôleur Général Economique et Financier et de M. Kamal KEHILA, Agent Comptable de l'EPF Normandie,

- Vu le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n°2012-1247 du 07 novembre 2012, n° 2014-1732 du 29 décembre 2014 et n° 2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n° 2011-1068 du 8 septembre 2011, le décret n° 2011-1900 du 20 décembre 2011 et n° 2018-777 du 7 septembre 2018 et le décret n° 2025-242 du 17 mars 2025,
- Vu le Programme d'Action Foncière n°101343 du 17/02/2020 entre la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole et l'EPF de Normandie, fixant notamment les conditions d'acquisition et de revente à l'établissement public de coopération intercommunale des parcelles cadastrées section XD n° 180 et n°s 207, 208 et 209 (ex. XD n°181), sises sur la commune de Sainte-Adresse, sur l'opération 902032 - 76 - CU LE HAVRE « STE ADRESSE MARINE MARCHANDE »,
- Vu la convention tripartite du 03/02/2020 entre la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole, la Commune de Sainte-Adresse et l'EPF de Normandie,
- Vu l'Avenant technique au Programme d'Action Foncière de la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole en date du 28 janvier 2025,
- Vu la délibération du Conseil d'administration de l'EPF de Normandie du 01/03/2024 actant la revente des immeubles susmentionnés à la Commune de Sainte-Adresse,
- Sur le rapport et après avis favorable de la Commission des Affaires Financières,

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

Sur la demande de report :

**D'accorder**, aux conditions contractuelles de portage, à la commune de Sainte-Adresse (76), un report d'échéance d'environ 1 mois, pour les parcelles cadastrées section XD n° 180 et n°s 207, 208 et 209 (ex. section XD n°181) sur l'opération 902032 - 76 - CU LE HAVRE « STE ADRESSE MARINE MARCHANDE ».

La nouvelle date d'échéance est fixée au 31/12/2025.

**D'accorder**, à la commune de Sainte-Adresse (76), un paiement différé du prix de cession à l'EPF dans un délai de 45 jours suite aux actes de rétrocession par la commune de Sainte-Adresse aux opérateurs désignés et au plus tard dans un délai de 6 mois suite à la signature de l'acte de cession par l'EPF de Normandie à la Commune de Sainte-Adresse.



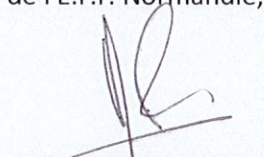
Sur les pénalités de retard :

Si l'échéance contractuelle du 31/12/2025 n'est pas tenue, il sera appliqué une pénalité sur la période de dépassement de la date contractuelle de rachat jusqu'à la date de cession effective. Le taux d'actualisation sera porté à 5% sur cette période dès le 1er jour de dépassement ; la pénalité étant représentée par le montant généré par l'écart entre le taux majoré et le taux contractuel. Elle est recouvrée annuellement.

Ce report d'échéance intervient dans le cadre d'une opération en cours d'achèvement, à ce titre il ne sera pas constitué de convention d'intervention, conformément à la délibération du Conseil d'Administration de l'EPF Normandie en date du 12 juillet 2024 prévoyant les cas qui ne sont pas concernés par les modalités de la mise en œuvre de la nouvelle convention d'intervention.

La délibération du Conseil d'Administration vaudra avenant au Programme d'Action Foncière de la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole n°101343 du 17 février 2020.

Le Président du Conseil d'Administration  
de l'E.P.F. Normandie,



Alexandre RASSAERT

Le Directeur Général  
de l'E.P.F. Normandie,



Gilles GAL

Délibération approuvée  
A Rouen, le 28 NOV 2025  
Le Préfet,

